

Algues vertes, pesticides : peut-on sortir de la crispation ?

EN ORGANISANT UNE TENTATIVE DE MÉDIATION ENTRE LES REPRÉSENTANTS AGRICOLES ET CEUX DE L'ENVIRONNEMENT, QUELQUES JOURS APRÈS LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE DU GOUVERNEMENT, FARRE EST DANS SON RÔLE DE « PONT ENTRE L'AGRICULTURE ET LA SOCIÉTÉ » ET VEUT CONTRIBUER À PROMOUVOIR UNE IMAGE PLUS JUSTE DE L'AGRICULTURE DANS L'OPINION PUBLIQUE.

Cela fait maintenant près d'un an que nous vous parlons d'organiser une médiation entre les environnementalistes et le monde agricole. Cette fois, nous y sommes et c'est donc le jeudi 27 septembre, à l'Assemblée nationale, que se déroulera pour la première fois cette démarche originale destinée à sensibiliser l'opinion sur les véritables enjeux agricoles.

Intitulée « Agriculture & environnement : de la crispation à la médiation », cette démarche a en effet pour premier objectif de créer les conditions d'une réflexion approfondie entre les représentants de la profession agricole et les environnementalistes, afin de mieux informer l'opinion publique sur les enjeux agricoles et environnementaux. Il ne s'agit pas d'un débat comme les autres. Tout d'abord, parce que les deux parties en présence ont choisi un médiateur professionnel en la personne de Maître Teitgen, ancien bâtonnier de l'Ordre, pour encadrer et structurer les échanges afin de lever certaines incompréhensions, identifier les points de convergence et les points de désaccords. Il sera accompagné dans sa démarche par deux grands témoins : l'écrivain Érik Orsenna et l'agronome Michel Griffon.

Ensuite, parce que les débats porteront sur deux dossiers techniques et complexes (les pesticides et

les algues vertes) qui, chaque année, envahissent les médias et où l'agriculture est accusée de façon caricaturale. En allant au fond des choses, en écoutant les critiques de France Nature Environnement sur ces deux dossiers, notre objectif n'est ni de battre notre coulpe, ni de rejeter la faute sur d'autres, mais d'apporter des éléments de réponse, de preuve, de progrès, de donner la parole aux agriculteurs concernés, aux techniciens, pour démontrer que l'agriculture est consciente de ses responsabilités et qu'elle souhaite tout mettre en œuvre pour concilier productivité et respect de l'environnement. Enfin, ce n'est pas un débat comme les autres, parce que nous avons voulu aussi impliquer fortement la nouvelle génération dans cette démarche. C'est la raison pour laquelle Farre et FNE ont demandé à 16 étudiants du master 212 Affaires internationales de l'université de Paris-Dauphine de faire partie du collège des médiateurs et de participer à la rédaction d'un blog qui accompagne la médiation. En tapant www.delacrispationa-lamediation.net, vous découvrirez toute une série d'articles rédigés par ces étudiants, et vous pourrez réagir pour exprimer votre opinion. ■

CHRISTOPHE GRISON

AGRICULTURE & ENVIRONNEMENT

DE LA CRISPATION À LA MÉDIATION

ASSEMBLÉE NATIONALE
27 SEPTEMBRE 2012

PROGRAMME du 27 septembre

- > Ouverture par M. **Stéphane Le Foll**, ministre de l'Agriculture*
- > Accueil par M. **Bertrand Pancher**, député de la Meuse, président de « Décider ensemble »
- > Interventions de M. **Bruno Genty**, président de FNE et de M. **Christophe Grison**, président de Farre
- > **Pesticides** : exposé des griefs par les représentants des associations de défense de la nature et de l'environnement et le monde agricole
- > **Algues vertes** : exposé des griefs par les représentants des associations de défense de la nature et de l'environnement et le monde agricole
- > Intervention de M. **Jean-Paul Delevoye**, président du Conseil économique social et environnemental
- > Intervention des grands témoins : M. **Michel Griffon**, conseiller scientifique de l'Agence nationale de la recherche, et M. **Érik Orsenna**, écrivain, membre de l'Académie française
- > Médiation en public : les points de consensus et de divergence par Me **Francis Teitgen**, ancien bâtonnier de l'Ordre
- > Conclusion par Mme **Delphine Batho**, ministre de l'Écologie*
- > **Programme détaillé** : www.farre.org - Modalités d'inscription : 01 46 22 09 86 - nredler@farre.org

*Sous réserve

Pesticides



UIPP

FRANK GARNIER,
PRÉSIDENT
DE L'UIPP (UNION
DES INDUSTRIES
DE LA PROTECTION
DES PLANTES)

En quoi cette médiation vous intéresse-t-elle ?

Pour deux raisons essentiellement. Le premier élément, c'est que l'agriculture a toujours répondu aux attentes de la société. Nous sommes passés d'une agriculture qui visait la sécurité alimentaire à une agriculture qui doit prendre en compte des enjeux complexes, à la fois environnementaux et de production. Les professionnels de la protection des plantes représentent un acteur important et nous estimons avoir des réponses concrètes à apporter.

Le deuxième élément, c'est que nous avons observé un fossé se creusant entre le monde rural et le monde cita-

din, créant parfois un certain nombre d'incompréhensions. Là aussi nous estimons que notre mission, en tant qu'acteurs du monde agricole, est de participer aux débats, d'une part pour écouter les attentes qui se font jour, mais également pour exprimer un certain nombre d'actions concrètes que nous avons faites, de pistes que nous suivons pour répondre à ces enjeux vers une agriculture plurielle et durable.

Le plan Écophyto 2018 prévoit la baisse de 50 % de l'utilisation des phytosanitaires.

Comment allez-vous faire pour respecter cet objectif ?

Nous n'avons pas attendu le Grenelle de l'environnement pour agir. Les tonnages de substances de produits phytosanitaires utilisés en France ont baissé de l'ordre de 40 % entre 2001 et 2011, grâce aux efforts d'innovation qui ont contribué à la baisse des doses

appliquées par les agriculteurs, mais également grâce à la mise au point d'outils d'aide à la décision qui permettent l'utilisation de ces produits uniquement à bon escient.

Le plan Écophyto a une véritable dynamique. J'en veux pour preuve la certification des agriculteurs applicateurs de produits phytosanitaires (Certiphyto) qui avance à grand pas.

Enfin l'effet volume, s'il est important, ne reflète pas la vraie nature des efforts qui sont réalisés vis-à-vis de l'environnement. J'émet le souhait qu'au cours de cette médiation, nous ayons l'opportunité de discuter des indicateurs qui vont permettre de mieux caractériser les effets de nos produits sur l'environnement, mais aussi de pouvoir mesurer ensemble les progrès réalisés.

Pour écouter l'interview complète de Frank Garnier et notamment les actions concrètes mises en place par la firme Bayer, rendez-vous sur le blog : www.delacrispationalamediation.net

« L'agronomie est le point de consensus »

Réduire les utilisations de produits phytosanitaires est un enjeu auquel adhère Olivier Fumery, mais qui ne peut s'envisager qu'avec la mise en œuvre de méthodes agronomiques adaptées. Pour cet agriculteur, la production intégrée deviendra la norme et une condition d'accès au marché dans les années à venir. Explications.

« Sur mon exploitation, la rotation des cultures est le fondement essentiel : sur une même parcelle, je mets en place une rotation type de quatre ans, mais je modifie la 4^e culture à chaque cycle (pois, tournesol ou colza). Je bénéficie donc d'un assolement annuel réduit en termes de nombre de cultures, mais avec une rotation suffisamment longue pour perturber les cycles des adventices et des maladies. Le système de culture ne doit pas être vu comme une photo année après année, mais comme un film dynamique. J'ajuste donc ma rotation

en fonction de la flore adventice présente, par exemple en alternant cultures de printemps et d'hiver.

L'anticipation se ressent également dans la prophylaxie mise en place à l'échelle de la parcelle : je fais tout en amont pour défavoriser les attaques des bioagresseurs. Ainsi, sur le blé, je fais un compromis entre la résistance de la variété aux maladies et sa productivité, je décale ma date de semis pour éviter les attaques de pucerons et pour faire une impasse sur le désherbage d'automne, je réduis de 30 % la densité de semis et je diminue la dose d'azote de façon à éviter la verse.

Au final, ce système me permet d'avoir un IFT (indice de fréquence de traitement) de 60 % inférieur à la moyenne de la région. Je veux maintenant aller plus loin et réduire encore les traitements herbicides. Mais il me faudra alors toucher à l'outil de production, et passer au désherbinage, ce qui nécessite un investissement conséquent, en matériel comme en temps de travail. »



OLIVIER FUMERY,
AGRICULTEUR FARRE
DANS L'OISE

FARRE

ce qu'ils attendent de la médiation

Sauront-ils convaincre face aux critiques des défenseurs de la nature lors de la médiation prévue le 27 septembre à Paris ?

Algues vertes

Concernant les algues vertes, la profession agricole doit-elle selon vous se remettre en question ?

Plusieurs facteurs sont responsables de la prolifération des algues vertes en Bretagne (configuration des côtes, température, phosphore, azote...). Dans notre récent rapport*, nous montrons que c'est sur l'apport en azote, lié à l'activité humaine, que l'on peut agir



BERNARD CHEVASSUS-AU-LOUIS,
INSPECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE
AU CGAAER
(CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX)

« La concertation permettra de solutionner le problème des algues vertes »

pour réduire la formation d'algues vertes. En amont, les pratiques agricoles doivent évoluer pour diminuer les flux sortants des exploitations et avoir un impact positif sur l'ensemble de l'environnement (qualité des eaux, marées vertes, aménagement du territoire, zones humides...). En aval, le ramassage des algues sur les plages n'est qu'une action curative.

Il faut explorer plusieurs pistes d'action et surtout étudier chaque exploitation au cas par cas, en fonction de ses contraintes, pour trouver des solutions adaptées. Il ne faut pas oublier que les agriculteurs sont les producteurs et donc décideurs de leurs pratiques. C'est seulement grâce à un plan politique en concertation avec tous les acteurs que les résultats seront efficaces.

Peut-on espérer une amélioration de la situation (diminution, valorisation) ?

Il faudra tout de même attendre plusieurs décennies avant que les mesures prises améliorent nettement la situation. Pour cela, il faut développer une politique ambitieuse, et surtout ne pas oublier d'informer la population sur les contraintes et durées de mises en place de ces mesures.

Quant à la valorisation des algues vertes, elle me paraît assez limitée. Le traitement des algues pour éliminer le sable, les besoins en énergie pour la valorisation et les volumes de production irréguliers représentent un coût trop important pour la création d'une filière rentable, sans subvention.

*Bilan des connaissances scientifiques sur les causes de prolifération de macroalgues vertes. Application à la situation de la Bretagne et propositions – Mars 2012.

« Il faut sortir de l'affrontement idéologique et cela vaut pour les deux parties »

Vous avez accepté de témoigner sur le dossier des algues vertes dans le cadre de la tentative de médiation qui aura lieu le 27 septembre, pourquoi ?

Parce que je suis agricultrice, dans la baie de Saint-Brieuc, installée avec mon mari et un associé sur une petite surface en production porcine avec 300 truies. Je représente donc l'archétype de l'agriculteur breton tel qu'on le caricature souvent : une agricultrice qui « fait une production intensive et qui pollue beaucoup ». Vous imaginez bien que là-dessus j'ai beaucoup à dire. Mais aussi, parce que je suis engagée à la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, comme secrétaire générale, que je suis le dossier « Algues vertes » depuis 3 ans. Je crois donc avoir une certaine légitimité à parler de quelque chose que je connais bien.



DANIELLE EVEN

DANIELLE EVEN,
AGRICULTRICE
EN PRODUCTION PORCINE
À SAINT-DONAN (22)

Vu de Paris, on a pourtant l'impression que la responsabilité des agriculteurs et surtout des producteurs de porcs est véritablement mise en cause.

Je crois que tout le monde a appris à se méfier des phénomènes médiatiques. Depuis 2007, sur le dossier « Algues vertes », une réunion de concertation s'est tenue chaque semaine avec l'État, la profession, les collectivités territoriales et les associations de défense de l'environnement, avec pour résultat le vote du Plan algues vertes en juin dernier. Beaucoup reste encore à faire, mais d'ores et déjà, les 1400 producteurs de la baie de Saint-Brieuc ainsi que ceux des 7 autres baies concernées sont engagés dans un programme de reliquats d'azote qui va nous permettre de parler sur des faits et non sur des approximations. À partir des 4500 prélèvements effectués par an, chaque agriculteur sera accompagné pour voir, *in situ*, comment diminuer ces reliquats.

Enfin, il y a tout le volet valorisation de l'algue, car on a l'impression que c'est un déchet, mais c'est seulement lorsqu'elle se décompose qu'elle le devient et sur ce volet, tout reste à faire.

Des étudiants, aiguillons de la réflexion

Le regard et l'interpellation des futures générations sont essentiels dans le débat autour d'une agriculture durable, car c'est de leur avenir dont il est question. Des étudiants de l'université Paris-Dauphine se sont ainsi montrés intéressés pour contribuer à faire émerger les crispations et les contradictions entre environnementalistes et monde agricole.

Seize étudiants de l'université Paris-Dauphine du master Affaires internationales ont accepté de se pencher sur les enjeux et les antagonismes entre agriculture et environnement. « *Le poids de l'agriculture et de l'agro-alimentaire contribue fortement à faire de la France une puissance économique mondiale. Il nous semble donc très pertinent*



FARRE

LES ÉTUDIANTS S'INTERROGENT ET NOUS INTERPELLENT SUR LA RELATION ENTRE L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

de nous intéresser à ce secteur », estime Raphaëlle Aubert, étudiante et présidente de l'Aida (association des étudiants du master). « *L'approche de la filière agricole nous permettra de mieux comprendre l'économie d'aujourd'hui, ses évolutions, ses enjeux, de parfaire notre polyvalence et de nous ouvrir au monde* ». De profils très différents (venant de filière économique, juridique, financière ou bien encore littéraire), les étudiants, pour la majorité d'entre eux, découvrent la complexité de l'approche environnementale en agriculture. Et les interrogations sur les rôles et respon-

sabilités des différents acteurs impliqués ne manquent pas.

Des articles pour nourrir le débat

Devant tous ces questionnements, les étudiants ont rencontré experts et spécialistes. À partir de là, ils ont rédigé, avec l'aide de l'écrivain-journaliste Guy-Pierre Chomette, des articles publiés sur un blog dédié. « *Ce blog (www.delacrispationalamediation.net) est véritablement la porte d'entrée au débat pour le grand public* », précise Bruno Duval, des éditions Trocadéro, concepteur des outils de communication. « *Les articles des étudiants éclairent sur la problématique et mettent en exergue les différentes crispations entre environnementalistes et monde agricole. Commentaires sur le blog ou réactions via les réseaux sociaux permettent à tout un chacun de s'exprimer.* » Après le débat et la confrontation d'idées viendra alors le temps de la médiation... ■ CR



POUR LES ÉTUDIANTS
DU MASTER
212 - AFFAIRES
INTERNATIONALES
DE L'UNIVERSITÉ
PARIS-DAUPHINE,
« LE MONDE EST
NOTRE JARDIN ! »

En bref

> LE PARLEMENT EUROPÉEN LANCE UNE CONSULTATION PUBLIQUE : RÉAGISSONS !

Au travers d'un questionnaire très orienté, le Parlement européen tente de recueillir un maximum d'avis pour préparer sa réponse définitive en vue de la réforme de la Pac. Il est donc important que les principaux acteurs concernés expriment leur avis. Questionnaire disponible sur http://www.food4.eu/fr/have_your_say/quest.html

> LANCEMENT D'UN GROUPE THÉMATIQUE SUR LE SEMIS

Au sein du réseau Agroéquipement & environnement, un groupe thématique sur les bonnes pratiques de semis a été créé. Il réunit des agriculteurs, une firme (Bayer), un constructeur (Sulky) et des organismes techniques (Gnis, Arvalis-Institut du végétal). Pour plus d'informations : 01 46 22 09 88 - llequere@farre.org

> À VOS CLAVIERS !

Réagissez aux articles du blog « Agriculture et environnement : de la crispation à la médiation » rédigés par les étudiants. www.delacrispationalamediation.net



Ont participé au forum de l'environnement :

L'équipe de Farre, Nadège Redler, Claude Richard, Gilles Maréchal, Laure Le Quéré 19, rue Jacques-Bingen 75017 Paris
Tél. : 01 46 22 09 20
Fax : 01 46 22 02 20
Site : www.farre.org

PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur.
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale.
- Vous souhaitez expliquer vos pratiques et partager vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès.
- Vous êtes intéressé par les activités de FARRE et de l'un de ses réseaux spécialisés (protection intégrée,

machinisme, biodiversité, énergie...).

Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE
Tél. : 01 46 22 09 20
Mail : farre@farre.org